



CENTRE DE DROIT ET DE POLITIQUE COMPARÉS

JEAN-CLAUDE ESCARRAS

UMR-CNRS 7318 DICE

UNIVERSITÉ DE TOULON



JEAN-JACQUES PARDINI

I. - OUVRAGE INDIVIDUEL

1 - *Le juge constitutionnel et le « fait » en Italie et en France*, PUAM-Economica, collection « Droit public positif », 2001, 442 p.

II. - OUVRAGES COLLECTIFS

2 - *Au-delà du dialogue entre les cours. Juges, droit étranger et comparaison*. Traduction de l'ouvrage de Giuseppe de Vergottini, *Oltre il dialogo tra le corti. Giudici, diritto straniero, comparazione*, Bologne, Il Mulino, 2010, 217 p. Dalloz, collection « Rivages du droit », 2013, 255 p.

3 - *Le 60ème anniversaire de la République italienne*, J.-J. Pardini (sous la dir. de), Actes du colloque organisé à la faculté de droit de Toulon les 19 et 20 octobre 2006, Bruxelles, Bruylant, 2011, 265 p.

4 - *La réforme de l'État*, J.-J. Pardini (sous la dir. de), Actes du colloque organisé à la faculté de droit de Toulon les 1^{er} et 2 octobre 2004, Bruxelles, Bruylant, 2006, 296 p.

III. - ARTICLES

5 - « Constitution et état de crise en Italie : brèves réflexions sur une tension dialectique », *RDLF*, n° 2, 2016, 14 p.

6 - « Le contrôle juridictionnel de la fin du séjour irrégulier ou les effets contentieux de la "directive retour", retour sur les "lignes directrices" d'une directive », Bruylant, collection « A la croisée des droits », 2015, pp. 221-249.

7 - « La rationalisation de la justice administrative en Italie : éléments d'actualité », à paraître *in RIDC*, 2016.

8 - « La qualification juridique des acteurs du procès constitutionnel (les rapports entre la juridiction constitutionnelle et la doctrine) », intervention au colloque international organisé à la faculté de droit de l'Université de Pise, 6 et 7 mars 2015 consacré à « La doctrine et la juridiction constitutionnelle » (journées italo-franco-belges), à paraître, Mare et Martin, 2016.

9 - « La fonction sociale du droit de propriété dans la jurisprudence constitutionnelle italienne », à paraître *in RFDC*, 2016.

10 - « Droit constitutionnel du vivant. Approches comparées de nouveaux objets constitutionnels : Bioéthique et environnement. L'expérience italienne », à paraître, Mare et Martin, 2016.

- 11 - « Le dialogue entre juges : mythe ou réalité... discutable? La pensée de Giuseppe de Vergottini », à paraître, Bruylant, 2016.
- 12 - « Au carrefour des limites du droit : brèves réflexions sur la directive », à paraître, Bruylant, 2016.
- 13 - « Droit constitutionnel et bioéthique : questions de constitutionnalité (et d'actualité) sur la procréation médicalement assistée », *La Lettre d'Italie*, n° 4, février 2014, pp. 22-29.
- 14 - « La sélection des recours devant les Cours suprêmes : la justice administrative en Italie », *Le Club des juristes*, commission Constitution et institutions, octobre 2014, pp. 109-133.
- 15 - « Le juge constitutionnel, le comparable et l'intraduisible. Bref retour sur l'extranéité de la langue », in *Le recours au droit comparé par le juge*, Th. Di Manno (sous la dir. de), Bruxelles, Bruylant, collection « A la croisée des droits », 2014, pp. 71-78.
- 16 - « La question prioritaire de constitutionnalité et les faits de l'espèce », in *La question prioritaire de constitutionnalité. Approche de droit comparé*, Laurence Gay (sous la dir. de), Bruxelles, Bruylant, 2014, pp. 223-236.
- 17 - « La plage "saisie" par les règles de la domanialité publique : protection ou surprotection ? », *RJE*, 3/2104, pp. 419-434
- 18 - « Sexualité et droit administratif », communication faite à l'occasion des 3èmes journées scientifiques euro-méditerranéennes de l'Université du Sud Toulon-Var, colloque : Les sexualités : répression, indifférence, tolérance, 14 novembre 2008, Bruylant, 2012, pp. 195-206.
- 19 - « Question prioritaire de constitutionnalité et question incidente de constitutionnalité italienne : *ab origine fidelis* », *Pouvoirs*, n° 37, 2011, pp. 99-120.
- 20 - « L'arrêt n° 23 du 13 janvier 2011 sur l'« empêchement légitime : *Uti, non abuti* », *Constitutions*, 2011, pp. 191-198.
- 21 - « Réalisme et contrôle des lois en Italie », *Les cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 22, 2007, pp. 160-171.
- 22 - « L'opération de qualification des faits dans le contrôle de constitutionnalité des lois », *Mélanges en l'honneur de Louis Favoreu*, Paris, Dalloz, 2007, pp. 335-359.
- 23 - « Droits sociaux et principe de gradualité : l'effectivité partielle de la norme constitutionnelle », in *Les droits sociaux fondamentaux. Entre droits nationaux et droit européen*, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 57-74
- 24 - « Brèves réflexions sur les interactions entre les ordres juridiques », in *Liber amicorum Jean-Claude Escarras*, Bruxelles, Bruylant, 2005, pp. 131-159.
- 25 - « Déontologie et régime disciplinaire dans la fonction publique hospitalière », in *Juris-Classeur Fonctions publiques*, Ed. du Juris-Classeur, Fasc. 660, 5, 2004, 22 p. (actualisation en 2007).
- 26 - « La "relecture" constitutionnelle des Administrations publiques : impressions sur un aggiornamento », in *La réforme constitutionnelle en Italie*, sous la direction de Maryse Baudrez, PUAM-Economica, collection « Droit public positif », 2002 pp. 175-198.
- 27 - « La jurisprudence constitutionnelle et les "faits" », *Les Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 8, 2000, pp. 122-130.

28 - « Les conflits entre pouvoirs de l'État en 1997 », in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XIII, Economica-PUAM, 1998, pp. 727-762.

29 - « La justice constitutionnelle en Italie », in *Documents d'études de la Documentation française*, n° 1.16, 1998, pp.29-44 (en collaboration).

30 - « Droit et mendicité », in *Cahiers du Centre de Droit et de Politique comparés Jean-Claude Escarras*, n° 7, 1997, pp. 37-63.

IV. - CHRONIQUES

31 - Chronique Italie 2014 » (participation à), in « *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XXX, Economica-PUAM, 2015, « L'arrêt n° 187 de 2014 : le "serio ristoro" suppose un "lien raisonnable" avec la valeur marchande du bien exproprié », pp. 818-821.

32 - Chronique Italie 2013 » (participation à), in « *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XXIX, Economica-PUAM, 2014, « L'arrêt n° 1 de 2013 : observations "discrètes" et "indiscrètes" sur la "discrétion absolue" des communications téléphoniques "fortuites" du président de la République », pp. 810-813.

33 - Chronique Italie 2012 » (participation à), in « *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XXVIII, Economica-PUAM, 2013, « Un secret d'État trop bien gardé » (arrêt n° 40 du 21 novembre 2011), pp. 851-856, « L'acte politique régional est soumis au principe de légalité... mais la Cour constitutionnelle n'est pas juge de la légalité » (arrêt n° 81 du 2 avril 2012), pp. 838-841, « La règle du concours d'accès à la fonction publique : encore une nuance ! » (arrêt n° 226 du 8 octobre 2012), pp. 847-849.

34 - Chronique Italie 2011 » (participation à), in « *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XXVII, Economica-PUAM, 2012, « La Cour constitutionnelle et l'"empêchement légitime" : un compromis acceptable ? », pp. 909-916, « La règle du concours d'accès aux emplois publics : une dérogation possible mais sous étroite surveillance », pp. 925-927.

35 - « Chronique Italie 2010 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XXVI, Economica-PUAM, 2011, « Retour sur la juridiction exclusive du juge administratif : la Cour confirme mais innove » pp. 722-724.

36 - « Chronique Italie 2010 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XXVI, Economica-PUAM, 2011, pp. 694-697, « Répartition des compétences en matière de fonction publique : la Cour constitutionnelle "ignore" l'autonomie », pp. 704-708 « Administration publique : *Spoils system*, la continuité tranquille ?

37 - « Chronique Italie 2008 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XXIV, Economica-PUAM, 2009, « Droit constitutionnel des normes » et « *Spoils system* à l'italienne : les limites à l'ouverture de la brèche ou la boîte de Pandore se referme ».

38 - « Chronique Italie 2007 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XXIII, Economica-PUAM, 2008, pp. 845-853, « Le système des dépouilles en Italie : une brèche ouverte ? ».

39 - « Chronique Italie 2006 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XXII, Economica-PUAM, 2006, pp. 817-825 (« I.3. Le droit de la fonction publique »).

40 - « Chronique Italie 2005 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XXI, Economica-PUAM, 2006, pp. 614-622 (« II.2. Le droit de l'Administration publique » ; pp. 639-642 « III.3.2. Le procès administratif »).

41 - « Chronique Italie 2004 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XX, Economica-PUAM, 2005, pp. 735-743 (« V.3. Garanties juridictionnelles »).

42 - « Chronique Italie 2003 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XIX, Economica-PUAM, 2004, pp. 799-801 (« IV.6.1. Principe de la contradiction et "procédure de jugement en condamnation pénale" » ; pp. 779-781 « I.2. Conflits d'attribution entre pouvoirs de l'État et réintroduction du recours » et pp. 773-777 « II.1.2.2 Vices d'inconstitutionnalité invocables par l'État à l'appui d'un recours contre une loi régionale après la réforme du Titre V de la Constitution »).

43 - « Chronique Italie 2002 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XVIII, Economica-PUAM, 2003, pp. 694-697 (« V.2. Validations législatives et Constitution » et pp. 698-700 « V.3. Privatisation et haute fonction publique »).

44 - « Chronique Italie 2001 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XVII, Economica-PUAM, 2002, pp. 642-644 (« III.2. Répartition des compétences entre juridictions judiciaires et juridictions administratives. Privatisation de l'emploi public de direction et compétence juridictionnelle ») et pp. 657-659 (« IV.3.1. Cumul d'emplois et principe d'égalité »).

45 - « Chronique Italie 2000 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XVI, Economica-PUAM, 2001, pp. 762-773 (« III.1. Rapports entre les pouvoirs de l'État : conflits d'attribution et immunités parlementaires » et pp. 780-785 (« III.2.3. La motion de défiance au niveau communal est conforme à la Constitution ». « III.2.4. Inéligibilité, incompatibilités et fonctions électives locales »).

46 - « Chronique Italie 1999 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XV, Economica-PUAM, 2000, pp. 684-689 (« III.2. Rapports entre les pouvoirs de l'État : conflit d'attribution entre pouvoirs de l'État et immunités parlementaires ») et pp. 694-697 (« IV.2.1. Principe de bon fonctionnement et d'efficience de l'Administration publique, égal accès au concours public »).

47 - « Chronique Italie 1998 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XIV, Economica-PUAM, 1999, pp. 831-839 (« III.1.2. Conflits d'attribution entre pouvoirs de l'État et immunités parlementaires ». « III.2.1. Immunités et conseillers régionaux »).

V. - COMMUNICATIONS ORALES NON PUBLIÉES

48 - « La question prioritaire de constitutionnalité : les "étages" et la "fusée" ou lorsque le double filtre n'existe pas », Rapport présenté le 17 mai 2015 à la faculté de droit de Toulon.

49 - « La question prioritaire de constitutionnalité et les exigences du procès équitable », Rapport présenté le 17 avril 2014 à la faculté de droit de Toulon.

50 - « Il principio di laicità : storia di un concetto polisemico », Rapport présenté dans le cadre de la Trilatérale organisée par l'Association italienne des constitutionnalistes au Palais de la *Consulta* à Rome, le 28 septembre 2012

51 - « La question prioritaire de constitutionnalité et les faits de l'espèce », Rapport présenté dans le cadre de la Trilatérale organisée par l'Association française de droit constitutionnel au Conseil constitutionnel le 15 juin 2011.

52 - « Allocution d'ouverture » du colloque organisé par la faculté de droit de Toulon, le CDPC Jean-Claude Escarras et le Laboratoire Babel, « L'animal, un homme comme les autres ? », 18-19 novembre 2010.

53 - « Les prescriptions en droit administratif », communication faite à la faculté de droit de l'Université de Toulon le 21 juin 2010 à l'occasion du colloque organisé par la faculté de droit de Toulon et le Barreau des avocats de Toulon sur le thème des prescriptions, 16 p.

54 - « Allocution d'ouverture » et présidence du colloque international organisé par la faculté de droit de Toulon, la faculté de sciences juridiques, économiques et sociales de Fès (Maroc) et le Centre de droit et de politique comparés Jean-Claude Escarras, « *Les mutations du droit de la concurrence dans l'espace euroméditerranéen* », 21 et 22 mai 2010.

55 « Allocution d'ouverture » du colloque organisé par le Centre d'études et de recherches sur les contentieux, « Modernisation de la juridiction administrative et qualité de la justice administrative », 23 et 24 novembre 2009.

56 - « Allocution d'ouverture » du colloque organisé par la faculté de droit de Toulon, le CDPC Jean-Claude Escarras et le Barreau de Toulon, « La loyauté en droit », 26 juin 2009.

57 - « Allocution d'ouverture » et présidence du colloque international organisé par la faculté de droit de Toulon, la faculté de sciences juridiques, économiques et sociales de Meknès (Maroc) et le Centre de droit et de politique comparés Jean-Claude Escarras, « *Représentation de la femme méditerranéenne : de la citoyenneté au développement* », 26 et 27 mars 2009.

58 - « Allocution d'ouverture » du colloque organisé par le Centre d'études et de recherches sur les contentieux, « Le faux, le droit et le juste », 13, 14 et 15 novembre 2008 (3èmes journées scientifiques euro-méditerranéennes de l'Université du Sud Toulon-Var).

59 - « Clôture des travaux » du colloque organisé par le Centre de droit et de politique comparés, « Les sexualités, répression, tolérance, indifférence », 13, 14 et 15 novembre 2008 (3èmes journées scientifiques euro-méditerranéennes de l'Université du Sud Toulon-Var).

60 - « Conférence sur la justice constitutionnelle italienne » tenue devant les membres du Conseil constitutionnel au Conseil constitutionnel à Paris, 16 avril 2008.

61 - « Portrait de Monsieur Jean Lacouture », discours fait à l'occasion de l'ouverture de la session de conférences du Collège méditerranéen des libertés, faculté de droit de Toulon, 8 janvier 2008.

62 - Ouverture de la Conférence de Monsieur Jean-Michel Quillardet, grand Maître du Grand Orient de France, « Citoyenneté et République, les valeurs du Grand Orient de France au XXIème siècle », faculté de droit de Toulon, 23 mai 2007.

63 - « Le dualisme procédural à l'épreuve du comparatisme interne », communication faite à l'occasion du colloque organisé à la faculté de droit de Toulon le 8 novembre 2006 sur le 200ème anniversaire du Code de procédure civile (en collaboration avec le Barreau de Toulon).

64 - « Portrait de Jean-Pierre Delevoye, Médiateur de la République », discours fait à l'occasion de la rentrée solennelle de la faculté de droit de Toulon en présence du Médiateur de la République, 1er février 2006.

65 - « Brèves réflexions sur un texte controversé : la Constitution européenne », conférence tenue à la faculté de droit de l'Université de Toulon le 20 mai 2005.

66 - « La liberté d'expression et le droit », communication faite à la faculté de droit de l'Université de Toulon Var le 14 novembre 2004 à l'occasion du colloque organisé par l'Université de Toulon sur la liberté d'expression, 10 p.

67 - « Le référé-liberté : lettre et esprit de la loi du 30 juin 2000 », communication faite à la faculté de droit de l'Université de Toulon Var le 21 juin 2002 à l'occasion du colloque organisé par la faculté de droit de Toulon et le Barreau des avocats de Toulon sur le thème des procédures d'urgence, 6 p.

68 - « Le contrôle de l'État français sur les collectivités territoriales » (« Il controllo dello Stato francese sugli enti locali »), communication faite à la Cour des comptes italienne le 13 juillet 2000 à l'occasion du séminaire d'études consacré aux contrôles sur les collectivités territoriales dans les pays de l'Union européenne. La perspective italienne (« controlli sulle autonomie territoriali nei Paesi dell'Unione Europea. La prospettiva italiana »), 5 p

VI. - DIVERS

69 - « Editorial », *La lettre d'Italie*, n° 7, octobre 2015.

70 - « Editorial », *La Lettre d'Italie*, n° 3, octobre 2013.

71 - « Préface » à l'ouvrage de P. Richard *Le jeu de la différence en droit comparé. « Réflexions sur la méthode et l'épistémologie du droit comparé »*.

VII. - TRADUCTIONS

72 - Traduction de l'ouvrage de Giuseppe de Vergottini, *Oltre il dialogo tra le corti. Giudici, diritto straniero, comparazione*, Bologne, Il Mulino, 2010, 217 p. *Au-delà du dialogue entre les cours. Juges, droit étranger et comparaison*. Dalloz, collection « Rivages du droit », 2013, 255 p.

73 - Traduction et adaptation du rapport annuel du Président de la Cour constitutionnelle italienne Mauro Ferri, « La justice constitutionnelle en 1995 », in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XI, Economica-PUAM, 1996, pp. 820-869 (en collaboration).

74 - Traduction et adaptation du rapport italien du Professeur Alessandro Pizzorusso « Le principe d'égalité dans la doctrine et dans la jurisprudence italiennes », in *Études et Documents du Conseil d'État*, n° 48, Rapport public 1996 sur le principe d'égalité, pp. 451-461 (en collaboration).

75 - Traduction et adaptation du rapport annuel du Président de la Cour constitutionnelle italienne Francesco Paolo Casavola, « La justice constitutionnelle en 1994 », in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° X, Economica-PUAM, 1995, pp. 608-657 (en collaboration).